Bureau international du Travail

LETTRE D'INFORMATION

Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur l'emploi et la réduction de la pauvreté en Afrique

D'énormes défis mais aussi des expériences positives

Ouagadougou – 5 septembre 2004 – Les ministres africains réunis au sein du Conseil exécutif de l'Union africaine à Ouagadougou préparaient activement dimanche l'agenda du sommet sur l'emploi et la réduction de la pauvreté alors que les travailleurs manifestaient pacifiquement dans les rues de la capitale pour des emplois décents, réclamant que les déclarations de leurs dirigeants soient suivies d'actions concrètes.

Lors de la séance d'ouverture du Conseil exécutif au centre des conférences de « Ouaga 2000 », le Président de la Commission africaine, Alpha Oumar Konaré, a mis l'accent sur l'importance du mécanisme de suivi qui sera mis en place à l'issue du sommet.

Il a toutefois déploré les méfaits d'un libéralisme forcené. « La loi du marché impose sa force brutale, voire inhumaine » et ne tient pas compte des partenaires sociaux, des normes juridiques et internationales, a-t-il dit.

Décrivant la pauvreté comme un défi pour toutes les régions du monde, il a affirmé que son ampleur et sa progression « menacent la stabilité économique et sociale de nos états ».

Le directeur général du BIT Juan Somavia, qui assistait à la cérémonie d'ouverture, a déjà, dès son arrivée à Ouagadougou, plaidé pour une mondialisation plus équitable. L'Organisation internationale du travail (OIT) et son organe exécutif le BIT ont préparé à l'occasion du sommet un dossier sur les « expériences positives » déjà entreprises en Afrique.

Dimanche matin, plusieurs centaines de manifestants se sont rendus jusqu'à la bourse du travail, membres du Forum mais aussi représentants des syndicats burkinabé. Leurs slogans invoquaient la création d'emplois décents, la lutte contre la précarité, la pauvreté et la privatisation et la mise en cause des politiques d'ajustement structurel mises en place par le FMI et la Banque Mondiale qui ne sont plus adaptées à la situation actuelle qui voit l'accroissement des inégalités entre riches et pauvres.

Les syndicats burkinabé, dans une déclaration reprenant l'ensemble de ces critiques ont notamment insisté sur la nécessité d'une participation effective des populations africaines dans les politiques de développement et de l'édification « de véritables états de droit».

Mais le ton n'est pas au pessimisme malgré l'immensité de la tâche puisque des actions concrètes sur le terrain montrent que tout est possible si la volonté et les moyens existent.

Ainsi, dans un dossier spécial préparé avec la collaboration de plusieurs organisations internationales et ONG, l'OIT a présenté 30 « expériences positives » à travers le continent, choisies sur une centaine de projets soumis. Intitulé « Success Africa », ce dossier qui n'est pas exhaustif, cherche à montrer comment on peut créer des « emplois décents » à travers une coopération entre gouvernements, travailleurs, employeurs et société civile, en adoptant des politiques innovantes avec le soutien de l'OIT, le système des Nations unies et les bailleurs de fonds.

Les expériences citées vont de micro-projets dans le domaine de l'assurance santé en Afrique de l'Ouest à la formation d'entrepreneurs en Afrique de l'Est en passant par le développement du secteur textile en Afrique du Nord. Elles font aussi état d'efforts collectifs pour créer des emplois dans le secteur du tourisme en Afrique australe et la protection des peuples indigènes en Afrique centrale.

En Algérie, par exemple, des politiques d'intervention sur le marche du travail ont permis de réduire le nombre de chômeurs jeunes et adultes à travers des contrats de pré-emploi, l'aide à la création d'entreprises pour les chômeurs et la mise en place d'un système de micro-crédits dans un pays où le chômage atteint 27% de la population active et est encore plus élevé chez les jeunes.

En Afrique de l'Ouest – Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal – un projet appuie les syndicats existants pour l'organisation des travailleurs de l'économie informelle afin d'améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Une expérience similaire est entreprise au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda afin d'intégrer le secteur informel dans l'économie productive des pays concernés. Au Kenya, des projets d'éducation et de formation ont permis de lutter contre le travail des enfants.

Au Mozambique, la reconstruction d'axes routiers, certains détruits par les années de guerre civile, a non seulement permis le désenclavement du pays mais a aussi favorisé la création de nombreux emplois, le travail manuel ayant été préféré à celui des machines lourdes.

Ainsi, entre 1992 et 2002, plus de 7.900 km de routes ont été ouverts, facilitant le retour des déplacés et fournissant du travail à plus de 40.000 personnes originaires de la campagne.

En Afrique du Sud, le tourisme associé à la gestion des ressources pour les préserver a permis d'aider les communautés, parties prenantes au développement de leurs régions et de territoires. Ceux-ci leur ont été rendus après la chute de l'apartheid.